

Brazzaville, espace politique d'expression des guerres à caractère « ethniques » au Congo-Brazzaville (1959-1997).

Lucien NIANGUI GOMA

Université Marien Ngouabi (Congo-Brazzaville)

nianguigom@gmail.com

Résumé

L'une des caractéristiques communes aux pays africains, c'est la pluralité ethnique. Au Congo, la cohésion sociale, l'entente, la tranquillité ne sont nullement perturbées du fait de cette pluralité ethnique. Pas davantage du fait de la pluralité d'ethnies, qui au contraire les mets dans les rapports de coexistence pacifique. Mais les filouteries cyniques d'une classe politique dénuée de tous sens de l'honneur et la ferveur ethnique en mal du pouvoir surexploitent le sentiment ethnique autour duquel ils construisent une idéologie : tribalisme et ethnicisme dans leurs fiefs électoraux. Brazzaville, est alors l'espace politique favorable à l'élaboration des logiques de repli identitaire et à l'exclusion social. Ces deux entités représentent ouvertement un danger du vivre ensemble prôné depuis peu à travers le discours politique. Le devoir du « citoyen ethnique » est alors de se placer sur une perspective dialectique et de travailler à la réconciliation, à l'accord, en vue de l'enrichissement mutuel de l'ethnicité et de la citoyenneté. La présente étude vise d'abord à sensibiliser les acteurs politiques inconscients de la construction de la République, sur les perspectives des concepts « ethnies-tribus » dans une démocratie tâtonnante. Ensuite, conscientiser les populations installées sur des configurations ethniques et tribales par une éducation civique qui vise plutôt la formation et la promotion de la conscience nationale. Enfin, promouvoir le défi « citoyenneté-ethnicité » dans la marche vers un Etat-Nation.

Mots clés : ethnicisme, tribalisme, Brazzaville, Etat-nation, citoyen, identitaire.

Abstract

One of the characteristics common to African countries is that they have among others ethnic plurality. In Congo, social cohesion, understanding, tranquility are in no way disturbed by this ethnic plurality. Nor is it due to the plurality of ethnic groups, who on the contrary put them in relations of peaceful coexistence. But the politicians, mounted by the wry, frivolous and fickle intellectuals, the cynical trickeries of a political class devoid of all sense of honor and the ethnic fervor in search of power overexploit the ethnic feeling around which they build an ideology: tribalism and ethnicism in their electoral fiefdoms. Brazzaville, is then the favorable space where caricatured logics of identity withdrawal are developed which leads to division, exclusion and proves to be a danger for cohesion between the members of different ethnic groups, an obstacle to the construction of national unity, the achievement of peace in the Congo, an indivisible Republic

according to the constitution. The duty of the "ethnic citizen" is then to place oneself on a dialectical perspective and to work towards reconciliation, agreement, with a view to their mutual enrichment of ethnicity and citizenship. This study aims to raise awareness among political actors who are oblivious to the construction of the Republic, about the perspectives of the "ethnic-tribe" concepts in a groping democracy. Then, to raise awareness among the populations settled on ethnic and tribal configurations by a civic education which aims rather at the formation and the promotion of the national conscience. And finally, promote the "citizenship-ethnicity" challenge in the march towards a Nation-State. Brazzaville, a space of expression for the ethnic wars in the Congo, is the subject of this reflection.

Keywords: *ethnicism, tribalism, Brazzaville, Nation-state, citizen, identity.*

Introduction

A Brazzaville, le sentiment ethnique, se mêle à un antagonisme géographique plus large. Celui-ci, oppose les hommes du nord et ceux du sud. Cette réalité sociologique est caractéristique de l'histoire politique du Congo depuis les années 1959 jusqu'à l'avènement de la démocratie pluraliste issue de la Conférence Nationale Souveraine de 1991.

Depuis les premières expériences démocratiques aux résultats contestés de 1956, vont évidemment mettre dans les esprits des hommes politiques le sentiment de repli identitaire occasionnant ainsi, les premières contradictions entre les partis politiques dont les leaders sont du nord ou du sud : la première guerre civile éclate en février 1959.

Entre le 31 juillet 1968 et le 31 août 1992, les Présidents successifs sont des militaires appartenant aux groupes ethniques du nord du pays. Les hommes du sud, bien que majoritaires pensent se trouver évincés des postes politique administratif et militaire, jusqu'à l'avènement du multipartisme en 1990. Dans cette période, lien ethnique et clientélisme demeurent deux ressorts fondamentaux de la mobilisation partisane. Cette dérive est accentuée par la géographie contrastée des ethnies. Si Poto-Poto, vieille cité coloniale proche du centre-ville, est restée un quartier d'accueil très mélangé. Bacongo est presque uniquement bacongo et Lari, fief de Bernard Kolelas. Les Nibolek, minoritaires dans la capitale tendent à se

concentrer à Mfilou, bastion de Pascal Lissouba. Talangäi et Ouenzé, majoritairement occupés par les Mbochi et les Teke, est le fief de Denis Sassou N'guesso. Ces candidats ont utilisé le sentiment ethno-régional pour asseoir leur base électorale dans la ville capitale. L'émergence de ces identités constatées pendant la campagne électorale est l'exemple même d'une confusion délibérément entretenue contre la notion d'ethnie et celle d'appartenance régionaliste ou ethniciste.

Il s'agit dans ce texte de montrer en quoi, Brazzaville qui est d'abord certes l'héritage d'un modèle urbain colonial de ségrégation résidentielle sur des bases ethno-régionale, mais montrer aussi que cette urbanité aurait favorisé la distinction ethnique entre les nordistes et les sudistes. Ensuite, montrer comment Brazzaville, espace multiethnique est devenue un creuset des guerres civiles à répétition. Enfin, prouver qu'à Brazzaville, les relations « citoyen-ethnie » opposées par des idéologies et les objectifs se côtoient, se superposent, mais en vain, tentent de se rejoindre dans l'édification de l'Etat-nation

1-Brazzaville, ville à urbanité ethno-régionale

Pendant la construction des identités qui agrègent les habitants des quartiers de Brazzaville en unités ethno-régionales susceptibles de se transformer en territoire politique (sudiste=kongo-lari, nordiste= mbochi), ne vient pas seulement des héritages préurbains qui se seraient coulés dans un moule ségrégatif. Certes le modèle urbain est ségrégué. L'urbanisme colonial avait organisé la répartition entre les cités indigènes, départ même des divisions ethniques. Elles étaient séparées du centre commercial et administratif européen par des zones-tampons, demeurées aujourd'hui peu densément construites et occupées par des administrations et des services publics. Deux grands quartiers noirs ont formé la vile de Brazzaville, la cité indigènes des temps coloniaux. Au sud, Bacongo, au nord Poto-Poto, Makélékélé et Mfilou au sud, Ouénzé, Talangäi au nord, sont des extensions de ces

deux bidonvilles qui regroupent, chacun sur la base d'affinités culturelles et ethniques reconnues, des individus revenant des groupes Kongo et Ngala. Les Teke, quoique plus proches des Kongo par leur culture et par le lien du mythe de Nguunu, sans être fâchés avec les Mbochi, constituant une manière de groupe tampon. Ce qui leur permet d'intégrer, à leur aise, l'un et l'autre de ces deux groupes liés depuis plusieurs siècles. C'est dans cette opposition d'agencement culturels et de systèmes sociaux, qui aussi une opposition de visions du monde et d'idéologies durcies par le contexte historique où ils se rencontrent que les leaders politiques de l'un et de l'autre camp enracinent leurs projets de société et puisent leurs programmes d'action. Cette bipolarisation ethnique de l'espace dans les quartiers périphériques récent attestée par plusieurs enquêtes sera renforcée par la ségrégation selon la logique des itinéraires migratoires vers la capitale. Bien avant le cycle des guerres civiles, on ne pouvait distinguer que quelques zones de mixité ethnique résidentielle à Brazzaville.

Le brassage fonctionnel des citadins de tous les quartiers s'observait quotidiennement, le jour, dans le grand marché de Moungali, ou dans le centre administratif institutionnel. Le soir, ces espaces d'activité se vidaient au profit des marges ludiques de la ville, marché de nuit, rues bondées de bars-dancings localités aux extrémités de l'agglomération. La cohésion d'ensemble était jusqu'alors maintenue par une forte intensité des pratiques de civilité urbaine de type moderne, générant des liens sociaux transversaux fondés sur la camaraderie scolaire, universitaire et professionnelle, une vie associative intense, un développement des réseaux religieux chrétiens, notamment pentecôtistes, des déplacements et des échanges inter-quartiers pour le travail, les achats quotidiens, les loisirs (G. Balandier, 1963, p. 56). Ces identités se sont en grande partie forgées en ville, autour de lieux de convivialité et de contacts entre migrants, d'associations d'entraide, à l'intérieur des partis politiques naissant.

Au bord du fleuve, Bacongo est le seul arrondissement qui porte une dénomination ethnique, héritée de la fondation coloniale. L'originalité du quartier vient non seulement de la prédominance des Kongo-Lari, mais aussi d'une cohésion identitaire, singulière, produit d'une maturation historique citadine ancienne-amour de l'homogénéité d'origine et de l'unité d'un territoire urbain. Dans la douceur du soir, au bar-dancing de plein air de la Main Bleue, la rumba, chauffe et la bière fraîche coule à flots à Bacongo. Densément quadrillé par les missions catholiques et protestantes, et leurs écoles intensément mis en valeur pour l'approvisionnement de la capitale, le sud du Pool, Bacongo attirait et fournissait les éléments les plus instruits de la population indigène au service de l'administration coloniale, puis les premiers cadres de l'indépendance. Les populations de Bacongo jouaient un rôle actif lors de la création de Brazzaville. L'homogénéité d'origine du Pool, le quasi-monopole des échanges marchands en direction du sud du fait de sa situation géographique, la prégnance des liens familiaux et économique de proximité constituaient dans les bases matérielles de la cohésion sociale et culturelle de Bacongo. S'y ajoute un fort sentiment d'unité, lié au fait que Bacongo, plus qu'un simple réceptacle de migrants ayant la même origine historique peut être considéré comme le creuset d'une identité urbaine ancienne, résultant du processus précoce de citadinisation de populations originaires du Pool dans un contexte de forte aliénation coloniale.

Dans l'entre-deux-guerres mondiales, Bacongo est perçu par les Occidentaux comme le centre d'une urbanité plus raffinée que le reste de la cité africaine : foyer de modes vestimentaires et musicales, de création littéraire, avec ses bars et association d'élégants, relayés dans les années quatre-vingt par les sapeur. Cet ensemble de quartiers populaires est le plus marqué par l'histoire coloniale et le plus lié à la ville Européenne : la présence de la case Degaulle, résidence de l'Ambassadeur de France, des villas de diplomates français le long de la corniche perpétuant d'une certaine manière les liens privilégiés tissés avec l'ancienne métropole. Divers traits

culturels décisifs ont marqué historiquement l'identité des quartiers non seulement Bacongo, mais aussi Ouenzé et Talangaï. Mais le fait est plus remarquable à Bacongo où le sens du sacré communautaire était effectif et bien enraciné : un catholicisme et la naissance du matsouanisme religieux, suivi depuis cinquante ans par une nébuleuse complexe de petites églises néo-traditionnelles ou périphériques et qui ont valorisé un retour aux traditions et une histoire kongo mythifiée (D. A. Elisabeth, 2001, p. 105).

A l'époque coloniale, la partie nord de Brazzaville, moins peuplée et les ressortissants du nord, occupant des postes politiques et administratifs moins qualifiés s'installaient petit à petit Poto-Poto, puis dans ses environs nord-est (Ouenzé). C'est dans ces milieux que le socialisme fera ses adeptes.

En réalité, l'histoire de la violence ethnique au Congo s'était manifesté pour la première fois dans les dernières années de la colonisation (1956-1959), consécutive à la création des premières formations politiques sur fond ethnique : PPC (Parti Progressiste Congolais) de Félix Tchikaya, SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) de Jacques Opangault était devenu par la suite Mouvement Socialiste Africain (MSA), UDDIA (Union pour la Défense des Intérêts Africains) de l'Abbé Fulbert Youlou. L'UDDIA ayant la majorité parlementaire va demander la démission de Jacques Opangault et la formation d'un nouveau Cabinet. Entre les deux formations politiques, le conflit devenait ouvert. En février 1959, le clivage entre les deux partis se transformait en confrontation entre groupes ethniques kongo et mbochi. Ces affrontements renforcèrent le clivage Nord-Sud et favorisèrent l'élection sans surprise de l'UDDIA, 50 sièges, contre 10 sièges, pour le MSA.

Cependant, la contradiction entre la volonté d'une union nationale autour d'un pouvoir et la réalité ethniciste de ce pouvoir se sont manifestées à travers un message de Fulbert Youlou en 1963, mentionné C. R. Okemba (2003, p. 27-28) par en ces termes :

C'est vous qui m'avez choisi, j'ai combattu (.....). Voilà que les autres tribus trouvent à dire. Que cherchent donc les Lari en voulant détruire ce qu'ils ont eux-mêmes mis en place ? Sachez que le pouvoir est entrain de nous glisser entre les mains.

Lors des massacres de février 1959 entre les partisans de Fulbert Youlou majoritaire à Bacongo et du Mouvement Socialisme Africain de Joachim Opangault, majoritairement à Ouenzé et Poto-Poto, les antagonismes politiques se construisaient autour de références à l'ethnicité et au quartier urbain, habilement manipulées par les leaders politiques soutenus de part et d'autre, par des intérêts politiques occidentaux et entraînant, déjà, un reflux de réfugiés Kongo fuyant les quartiers nord (G. Balandier, 1963, p. 58).

S'ensuit, après l'indépendance, la classique revanche des militaires, en majorité nordistes, qui s'arrogent le monopole du pouvoir entre 1968 et 1992. Pendant ces années de monopartisme, les ressortissants du sud sont majoritairement évincés des postes de responsabilité, notamment dans l'armée, ce qui a certainement contribué à cristalliser leur identité autour de la contestation politique. On parle alors des nordistes et des sudistes au lieu d'employer le terme ethnique ou tribal, honnie par un régime marxiste qui avait délibérément cherché à effacer les particularismes culturels, notamment par le biais de la scolarisation de masse.

Le volontarisme politique unificateur était tel que la question de l'appartenance ethnique n'était pas véritablement posé aux recensements de la population de 1974 et 1984.

Mais, le tribalisme et l'ethnicité, tantôt sur le mode de la plaisanterie, tantôt dans le registre du symbolique, continuaient à alimenter les interprétations brazzavilloises du politique, d'autant plus que certaines pratiques de clientélisme ont visiblement favorisé la moitié nord du pays comme la construction d'une voie goudronnée Brazzaville-Oyo dans les années quatre-vingt, alors que la nationale 1, Brazzaville-Pointe-Noire ne l'était pas encore.

En 1985, le premier PAS (Plan d'Ajustement Structurel) se transformait en « Pas d'Argent pour le Sud ».

En 1991, avec l'ouverture de la Conférence Nationale Souveraine et les consultations électorales de 1992, le Congo semblait trouver une occasion profonde de renouveler sa classe politique dans un esprit démocratique et rompre avec les pratiques de clientélisme et d'instrumentalisme des ethnies. C'était un espoir vain. Face à la nécessité de constituer des majorités, les principaux candidats ont systématiquement pris les partis politiques afin de recomposer les populations congolaises en clientèles familiales, ethniques et régionales. La carte électorale du Congo, géographiquement très contestée, traduit l'existence de véritables fiefs politiques dans le pays. Chaque parti a maintenant un territoire et une population. C'est ainsi que nous avons :

Un sous-état des Niboleks avec pour territoire les régions du Niari, Bouenza et Lékoumou ; une armée, les Cocoyes et un parti, UPADS ; un sous-état des Tchecks avec pour territoire, la région du Pool ; une armée, les Ninja et un parti, le MCDDI ; un sous-état des Norvégiens avec pour territoire les régions de la Likouala, les Cuvettes-ouest et centrale, la Sangha et les Plateaux, une armée, les Cobra, et un parti, le PCT.

L'apparition de ces sous-états en rivalité perpétuelle est à l'origine du chaos social. Les guerres civiles à répétition que le Congo a connues sont la résultante de l'instrumentalisation ethnique et le tribalisme causés par la lobbymétrie¹ et l'absence de la conscience sociale.

La construction de l'identité Nibolek, méthodiquement orchestrée à l'occasion de la campagne électorale de Pascal Lissouba (1992) montre que la grille d'interprétation est considérée comme efficace. Ce néologisme, formé à partir des noms des trois régions administratives, Niari, Bouenza, Lekoumou, désigne à la fois les habitants de ces régions et les partisans du gouvernement. Il visait à légitimer l'identité de ce groupe de régions en le colorant d'une

¹ Lobbymétrie : doctrine des lobbys

pseudo-ethnicité dans le but de mobiliser l'électorat et miliciens sur des bases identitaires. En cette même année, les principaux candidats ont systématiquement pris le parti de recomposer la population congolaise en clientèle ethniques et régionales. La carte des élections présidentielles traduit l'existence de véritables fiefs politiques. Pascal Lissouba, vainqueur de la présidentielle, dépasse 80% des suffrages dans les régions du sud-ouest (Niari, Lekoumou, la Bouenza), mais fortement minoritaire dans la capitale et dans les environs. On retrouve les mêmes clivages à l'échelle de Brazzaville entre quartiers « mixte » du vieux centre où tous les partis sont également représentés. Un équilibre politique et urbain longtemps souhaité allait s'effondrer. Les contestations sociales sont signalées un peu partout dans la ville. Le pays se trouvait dans l'incapacité de payer les fonctionnaires. L'épisode démocratique tourne court, s'enlisant dans les retournements et alliances.

2- Brazzaville, creuset des violences ethniques

L'un des grands mérites des études africanistes de ces deux dernières décennies est de montrer justement que l'ethnie a bien souvent été fille de la colonisation. Elle est en l'occurrence, un mot porté sur une carte d'identité, sans signification ni religieuse, ni linguistique, ni culturelle (J. L. Anselle et E. Mbokolo, 1985, p. 185). L'ethnie est une création historique et non biologique. Elle n'est donc pas de l'ordre de la biologie, mais plutôt de la culture. Elle est fondamentalement une histoire de contact, de cohabitation, de tolérance au départ.

Le plus souvent, l'ethnie est née sur le passage de l'Ethnologue et de l'Administrateur des colonies, c'est-à-dire des agents au service de l'État. C'est cette logique qui a sans doute conduit à la création, au Congo-Brazzaville, des centres urbains, censés être des espaces de « tribalisation » ou de « l'ethnisation », des quartiers et des arrondissements : Baongo, Ouénzé, Talangaï, Mfilou. Mais peut-être parce que le souvenir des mauvais rapports liant les Kongo, les Teke et les Ngalla, aux temps difficiles de la traite négrière, hantait encore leurs mémoires. C'est

dans cette opposition d'agencements culturels et de systèmes sociaux, qui est aussi une opposition de vision du monde et d'idéologies durcies par le contexte historique où ils se rencontrent que les leaders politiques de l'un et de l'autre camp enracinent leurs projets de société, et puisent leurs programmes d'action. L'ethnie reste l'ethnie comme le dit Ngoïe Ngalla (2003, p. 88). Monde clos à l'humanisme restrictif, l'ethnie est par nature, quête permanente du sein maternel, recherche anxieuse d'intégrité et d'intimité qui pousse au repli de soi sur soi et engendre la phobie de l'Autre comme autre et donc dangereux. Sur cette base, l'ethnie opère une division dichotomique du pays entre les bons (nous) et les méchants, (les autres) qu'il faut fuir ou combattre pour notre survie. L'Autre, s'il n'est pas moi, je veux, ou bien qu'il le devienne, ou qu'il disparaisse (D. Ngoïe Ngalla, 2003, 89).

Ce rejet systématique de l'autre appartenant à une autre ethnie, fait que l'élection, institution fondamentale de la démocratie, perd toute sa signification, par ce que ce n'est plus le citoyen libre qui participe à la souveraineté comme détenteur de droit, mais un simple calcul arithmétique des populations de chaque ethnie. Ce phénomène fait que les élections, dans un grand nombre de pays africains, sont des affrontements entre groupes ethniques dont celles qui constituent la majorité finissent par imposer leur loi. Cette illustration montre bien que pour des raisons de positionnement, les hommes politiques issus des différentes ethnies tant du Nord que du Sud ont créé des partis politiques à assises régionalistes ou ethniques, créant ainsi le climat et le contexte sociologiques favorables à la montée de l'ethnisme. L'appel spontané du lien culturel ou de sang incline les leaders politiques à se tailler leurs fiefs électoraux, de préférence dans leurs communautés culturelles d'origine. Une chose est certaine, au Congo, c'est dans les grandes villes d'abord qu'éclate la violence identitaire favorisée par la concentration sur un espace réduit de particularismes qui s'excluent, et qui fournissent à des politiques sans scrupule sur les moyens de leur action et au fond peu soucieux pour arriver à l'État-nation.

Le Parti-État qui avait inscrit la question de l'ethnie dans la logique maoïste avait fait la distinction entre les contradictions principale et secondaire. La contradiction principale était l'opposition de tout le peuple congolais à l'impérialisme international, tandis que la contradiction secondaire, celle des oppositions entre ethnies censées être des séquelles du féodalisme. Le discours aurait été destiné à désamorcer la violence constitutive entre leaders du Nord et du Sud. C'est ce qui avait amené le Parti-État à vouloir éliminer la notion d'ethnie lors du recensement général de la population de 1984 où toute référence ethnique était inexistante. Sauf celle des pygmées (autochtones). Mais, l'échec de ce système et le retour au multipartisme dans les années 1990 se feront sans que les leçons sur la première expérience ne soient tirées, replongeant ainsi le jeu de recrutement des partis politiques dans le même schéma que celui des années 1950, avec l'ethnie comme instrument premier de mobilisation politique. Cette pratique a eu pour conséquence la division du jeu politique congolais en partis politiques à majorité nordiste ou sudiste. C'est dans ce contexte que trois partis vont jouer un rôle primordial dans la dérive ethno-politique que le Congo va connaître au cours des années qui suivront le retour au multipartisme : PCT, UPADS et MCDDI. C'est avec ces trois partis animés de sentiments de haine et d'exclusion ethnique que le Congo va entreprendre ses seconds pas dans le multipartisme. Cette montée de l'ethnisme va favoriser le découpage du territoire national congolais en territoires ethniques.

Trois identités ethniques antagonistes, n'ayant jamais existé dans le passé, donc inconnues de la mémoire des populations voient le jour, tout en articulant l'identité ethnique de la violence politique : Tchek, Nibolek, Norvégien.

Qui sont alors ces Tcheks, ces Niboleks, ces Norvégiens, qui artificiellement s'exterminent par milices ethniques interposées ? Les Tcheks sont une composition majoritairement lari fortement marquée par le personnage de Matsoua, le héros qui créa et organisa depuis la France « l'Amicale balari » et qui, après sa mort

en 1942, fut produit comme « Jésus Matsoua », Messie du Matsouanisme, une religion ethnique. Soulignant plus particulièrement la dimension urbaine de cette identité, Tsoumouna Kongo reprend les écrits de J. Tonda (2003, p. 192):

L'identité lari se fonde verticalement dans le creuset d'une kongoïté réelle (clans et lignages). Cependant, horizontalement, en assimilant les groupes ethniques voisins et compte tenu des affrontements directs avec le colonialisme et du phénomène de l'urbanisation, elle a tendance à se promouvoir en tant qu'identité propre. Ce double mouvement d'une réelle appartenance kongo et d'une distanciation vis-à-vis de celle-ci fonde le dynamisme lari.

La création d'un parti politique pour Bernard Kolelas était une nécessité pour son engagement politique. Le MCCDI est un parti politique d'inspiration chrétienne qui se fonde sur un véritable messianisme religieux. Le fondement du parti se confond avec la personne du chef, puisque toutes les décisions lui sont édictées par Dieu. L'analyse des idées fondamentales des principes généraux du MCDDI démontre la dimension prophétique et charismatique du pouvoir politique venant de Dieu. L'objectif du MCDDI est d'aider le peuple Kongo de s'engager dans la voie de la réconciliation avec son Dieu (Art.2), introduisant le Christ dans la politique à travers l'enseignement christique (Art. 16) et une éducation théologique et pratique (Art.15).

L'engagement de Bernard Kolelas à l'idéal politique de Matsoua et de Youlou s'exerce à travers l'attachement aux valeurs de justice, d'égalité et de dignité de l'homme kongo. Son combat semble-t-il lui est assigné par Dieu. C'est ainsi que l'on retrouve sur les façades de son domicile l'impose d'un œil en dessous duquel, il est écrit « Dieu voit tout » (E. Ngodi, 2006, p. 116-117).

L'impact de l'encouragement à des valeurs régionalistes ou ethnisés est paradoxal à Brazzaville: durcissement des ancrages territoriaux urbains, simultanément à des revendications identitaires

fondées sur la construction de traditions ethniques et sur le recours symbolique au religieux ; investissement des jeunes dans le jeu armé des milices ; la militarisation des tensions entre partis politiques, leur stratégie d'encrage spatial vont s'appuyer sur cette jeunesse désorientée.

En 1993-1994, les violences sont liées à un différend électoral entre le parti présidentiel UPADS de Pascal Lissouba et le MCCDI de Bernard Kolelas. Cette contradiction va susciter un soulèvement des premiers groupes Ninja à Bacongo qui avaient pris l'initiative de massacrer et d'expulser les populations originaires du sud-ouest du pays (Niboleck), qui étaient contraint de se réfugier dans les quartiers de Mfilou. Symétriquement, Mfilou s'était transformé en « Niboland » sous la coupe de la milice Zulu, dont le quartier était dénommé « Beyrouth », tandis que Bacongo était débaptisé « Sarajevo ». De part et d'autre, les maisons sont systématiquement pillées et incendiées. Les destructions de 13.000 logements et le chassé-croisé de 100.000 personnes avaient abouti à renforcer encore le sentiment de l'identité ethnique. Entre les lari et les Nibolek. Lors des combats, perçu à Brazzaville comme « aberrant » et « fratricides », parce qu'ils opposaient des milices du même aire culturelle et ethnique kongo, et qui contredisaient non seulement le mythe de Ntotila qui fait de tous les Kongo d'une même origine, mais aussi le fameux paradigme d'opposition nord-sud. Le détour par les surnoms de guerre inspirés de l'actualité mondiale et cinématographique (Ninja, Zulu, Cabras, Beyrouth, Sarajevo) (D. A. Elisabeth, 2001, p. 106) est révélateur des enjeux identitaires d'une jeunesse urbaine sans perspectives, mêmes si tous les protagonistes analysent l'événement en termes de purification ethnique.

Les quartiers sud de Brazzaville se sont donc trouvés matériellement fragmentés au sortir de cette guerre ethnique, sur le plan politique et ethnique : homogénéité contrôlée par les deux milices (Ninja et Zulu). Cette emprise des milices sur leurs territoires s'est accrue à Bacongo, par l'accession de Bernard Kolelas à la

magistrature municipale. Il va initier discrètement la loi de son parti et de ses Ninja, la mise sous contrôle, de plusieurs embarcadères de contrebande vers Kinshasa où les taxes prélevées par les milices étaient déversées dans la caisse du parti MCDDI et à une association des sinistrés de Lari expulsés de Mfilou, fief des Nibolek.

Le gouvernement, la société civile, les parlementaires et la population toute entière à la fin de cette guerre, se sont engagés sur une nouvelle voie, celle de la réconciliation nationale et de l'instauration d'un climat de paix sur toute l'étendue du territoire. Cette démarche a abouti au « forum National pour la culture de paix au Congo », suivi de la signature un an plus tard, du « Pacte pour la paix », par l'ensemble de la classe politique. Ces efforts vont se révéler un vain espoir. Les événements d'Owando et d'Oyo, vont servir de prétexte pour plonger de nouveau le pays dans une nouvelle guerre civile de 1997.

Bien avant cette guerre, on assistait dans les états-majors, le syndrome de ce qu'allait provoquer les tueries dans la ville capitale : disparition de l'Etat de droit, instauration du règne de violence, décomposition de la force publique, recrutement des mercenaires et des milices privées, création des micros-états dans des quartiers : Bacongo sous l'influence de Bernard Kolelas, Mfilou, sous l'obédience de Pascal Lissouba, et Ounzé, Talangaï sous l'égide de Denis Sassou N'guesso. Le processus de démocratisation va cependant jusqu'à son terme. Une constitution est adoptée par le référendum, avec 97% des suffrages. Pascal Lissouba est élu à la Présidence de la République, avec 60% des voix.

Une analyse attentive des mouvements de fonds opérés sur les comptes de l'Etat congolais de 1992 à 1997 montrait déjà qu'une bonne partie des ressources tirées du pétrole a été utilisée par Pascal Lissouba pour se procurer des armes de toute nature et finalement embaucher les mercenaires. Il découlait que l'armée régulière, la gendarmerie et la police étaient par définition partisans puisque ne répondant pas à la déontologie républicaine. Elle était au service du

général Denis Sassou N'guesso. Tout était alors prêt pour la guerre. Les deux camps n'attendaient qu'un prétexte d'agression pour bondir sur l'occasion. Les propos de Thierry Saussez, reçu chez le général en fin mai 1997, donnent plutôt l'impression d'un coup monté parfaitement :

Sassou N'guesso nous reçoit normalement sans aucun signe d'inquiétude. Il détaille calmement le plan d'attaque que va effectivement connaître sa résidence et qui, selon lui, est destinée à s'emparer de sa personne, morte ou vive. Il précise que l'assaut devrait intervenir dans quarante-huit heures (...) Sassou N'guesso nous annonce qu'il le repoussera, mais qu'aussitôt une partie de l'armée se ralliera à sa cause et que cette guerre qu'il n'aura pas voulue durera un an (H. Rindell, 1999, p. 17).

Le 5 juin, l'armée nationale, accompagnée de deux magistrats pour arrêter les auteurs qui avaient commis des assassinats lors de la campagne électorale et s'étaient retranchés dans le domicile du général Sassou N'guesso se présentent en ces lieux. Celui-ci se pose en agressé et riposte avec une force disproportionnée : armes lourdes, matériel de transmission, engins blindés, etc. mettant en cause l'accord de paix négocié quelques jours plus tôt, sous l'égide du Directeur général de l'Unesco, Frederico Mayor. L'interrogation du colonel Djoumbi par P. Loubier (1999, p. 12), qui avait conduit l'attaque, ne laisse aucun doute sur l'objectif poursuivi par le pouvoir de Pascal Lissouba : arrêter les coupables des agressions et assassinats perpétrés à Owando et Oyo, lors de la campagne électorale passée. Il s'agissait d'Oboya Pierre et d'Engobo Bonaventure, tous deux de mains du général Sassou N'guesso.

Quelques minutes après l'échange des coups de feu, tous les quartiers nord étaient en ébullition. Les milices privées, appuyés par les mercenaires tchadiens, rwandais et les ex-Faz de Mobutu envahissaient les rues de Brazzaville : c'est le début de la guerre. Brazzaville, une fois de plus foyer du théâtre de la guerre civile.

Le 15 octobre 1997, le pouvoir de Pascal Lissouba est déchu. Le général Denis Sassou N'guesso, depuis son village natal, adresse au peuple congolais un message consacré à la réconciliation nationale. Le message lu devant les caméras des télévisions internationales, s'achève par ces mots : le drame que nous vivons prend ses racines dans le tribalisme, le régionalisme, l'intolérance et la violence politique entretenus par les tenants du pouvoir déchu. Afin que l'histoire ne se répète pas, nous devons combattre le mal à la racine et ouvrir désormais pour la réconciliation nationale pour qu'enfin naisse un Congo démocratique, un et indivisible, heureux et prospère (Ministère de la justice, 1997, p. 175). Malgré ce message, les populations de Bacongo et de Makélékélé sont victimes des exactions. Elles sont triées et séparées au niveau des barrages de contrôle, au camp militaire de la milice, du centre culturel français et du stade Massamba Débat, installés par le nouveau pouvoir de Mpila Une véritable purge ethnique. Les populations des quartiers sud se plaignent de l'attitude des soldats angolais : ils pillent, violent et brûlent les maisons. Ces exactions sont mentionnées dans le rapport conjoint de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et de l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) :

Les éléments des forces gouvernementales se sont à battre tout homme valide, en âge et susceptible de manier une arme de guerre. Un ratissage systématique avait été officiellement ordonné et monté par les autorités gouvernementales (P. Loubier, 1999, p. 18).

La victoire du Président Sassou N'guesso est vite placée sous un mauvais signe. Sur les ondes de sa station privée Radio Liberté, le Général victorieux, *l'imperator* laisse son chef d'Etat-major accorder une récompense aux guerriers : piller les quartiers sud de Brazzaville pendant deux jours. Le pillage durera plus d'une semaine. Puis de nouveau, le Président choisit de disqualifier les responsables politiques du camp vaincu, qui représentent plus de trois quarts de l'électorat, en les traitants de génocidaires.

Le bilan des massacres de décembre 1998 à Brazzaville est controversé. La Cimade parle de 25.000 morts. L'opposition, qui a avancé des chiffres plus élevés, signale qu'une pelle mécanique a été utilisée sans arrêt pendant près de sept semaines pour enfouir les cadavres et que, jusqu'au 31 janvier 1999, les quartiers sud ont été interdits à la Croix Rouge Internationale.

Le FIACAT (Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) évoque les premiers actes d'un génocide (H. Lindel, 1999, p. 6). La violence déployée contre les Lari² prend l'allure d'un ethnocide, témoigne le missionnaire Eugène Jubault à Ouest-France. Il avait une volonté manifeste de supprimer les Lari.

Les années de ces guerres coïncident avec un très fort étalement spatial de la capitale Brazzaville qui traduit moins une croissance démographique que des stratégies résidentielles d'éloignement par rapport au centre-ville. Brazzaville était restée morcelée par l'irréductibles frontières de la peur du souvenir et de ces ethnicités qui constituaient désormais une composante obligée des identités citadines congolaises. Alors que les partis politiques commençaient peu ou prou à se préparer aux prochaines échéances électorales, la crainte ne pouvait que monter chez les citadins.

Toutes ces informations tirent leur véracité scientifique dans les faits consignés non seulement aux enquêtes et aux travaux de certains historiens, mais aussi aux rapports de Fdh/Ocdh de 1999 ainsi que le rapport du ministère de la justice de novembre 1993-juin 1994.

3- Brazzaville, espace de défi « citoyenneté-ethnicité » dans la marche vers l'Etat-nation

Dans nos démocraties tâtonnantes et si mal assurées, les ethnies qui ne manquent pas de valeurs authentiques devraient s'

² Communiqué du 08/01/1999.

intéresser au projet de l'État dont l'un des objectifs doit être la construction à partir d'elles d'une identité collective plus large et plus démocratique dans la formation d'un espace de solidarité qu'on nomme Nation. Le devoir du « citoyen ethnique » est alors de se placer sur une perspective dialectique et de travailler à la réconciliation, à l'accord, en vue de leur enrichissement mutuel de l'ethnicité et de la citoyenneté. Chacune, si elle assume de façon active sa différence, apportant à l'Autre dans une alliance et une coopération fécondantes, ce qu'elle a de meilleurs, les valeurs les plus hautement et les plus authentiquement humaines, c'est alors que les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité auront un sens pour espérer arriver à l'État-Nation. Tel est le rapport entre ethnies et citoyens placés face à face.

L'ethnie doit apporter au citoyen qui a tendance à vivre de manière cérébrale sa relation à l'autre, sa candeur, l'élan de son cœur, la chaleur de son haleine. Il y aurait ainsi entre espace de citoyenneté et espace d'ethnicité la possibilité d'échanges fructueux dans l'effort, pour humaniser la société congolaise des ethnies enfin laïcisées et rendues à la raison (D. Ngoïe Ngalla, 2003, p. 96). Non que la République soit toujours une idylle et le meilleur des mondes possibles ; elle reste, malgré des efforts inlassables pour améliorer et élever, une société d'hommes, avec tout ce qu'on y peut imaginer d'imperfections et de misères humaines (Y. Person, 1985, p. 71).

Le rapport citoyen-ethnie, présenté souvent comme contraste n'est qu'éphémère. Le repli de l'ethnie sur soi, son autarcie agressive, parfois traduit en fait sa peur instinctive qui lui inspire sa fragilité devant l'entourage. Dépouillée et libérée de ses peurs par une modernisation raisonnée, l'ethnie reste, au plan ethnique, une chance pour la cité.

La transcendance de l'ethnisme à travers le passage de l'identité anthropologique à l'identité sociologique, de la valorisation du professionnalisme à l'excellence constituerait un atout majeur pour la construction du pays. Il peut être sauvé si

d'une part les politiques arrêtent de tirer profit de la faiblesse de la culture démocratique de leurs concitoyens, et d'autre part, que les ethnies cessent de tirer profit de la présence au pouvoir d'un des leurs, pour s'accaparer des postes clés de l'État, en présentant les autres comme des dangereux et des ennemis potentiels prêts à comploter, à déstabiliser le pouvoir.

La prédominance de tel critère avait un impact positif sur le comportement des électeurs. Dès lors que chacun sera convaincu que le professionnalisme l'emporte sur le subjectivisme, on aboutira alors au développement, à l'édification de l'état-nation et à l'accès d'une réelle ère démocratique au Congo. La tâche ardue et primordiale de l'état consisterait en la moralisation constante et permanente des ethnies quelle a le devoir de transformer en corps de citoyens. Par la promotion de la communication ouverte que favorise la création d'un espace public de discussion, où la confrontation des points de vue et des volontés particulières a chance, le temps de la maturation, de se transformer en volonté politique, et d'affermir les liens sociaux entre les ethnies pour qu'à la fin tombent les carapaces de l'ethnisme au profit du citoyen.

Pour le citoyen, l'effort doit consister à travailler à la dilatation du « moi » de « *l'homo ethnicus* », jusqu'à en faire un moi national ; travailler à l'élargissement de son identité de groupe en identité nationale qui n'existe jusque-là que sur le plan strictement juridique et que rappelle constamment le livret national d'identité encore si peu parlant au cœur et aux sens ! C'est alors que les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité auront un sens pour *l'homo ethnicus*. Ainsi, libérée de ses peurs, réelles et imaginaires, par une modernisation raisonnée de rapport citoyenneté-ethnicité, l'ethnie reste au plan éthique, une chance pour la construction de la cité.

Conclusion

La création des partis politiques à assises ethniques ou régionalistes créé souvent le climat et le contexte sociologiques favorables à la montée de l'ethnisme. L'appel spontané du lien

culturel ou de sang incline les leaders politiques à se tailler leurs fiefs électoraux, de préférence dans leurs communautés culturelles d'origine.

Une chose est vraie, est que l'interaction entre culture ne signifie pas nécessairement « dialogue », « négociation », « échange réciproque », et absence idyllique de conflit. L'hybridation, le métissage, le syncrétisme, les « fruits purs qui rendent fous » pour reprendre l'expression de James Clifford sont des phénomènes résultant aujourd'hui comme dans le passé, d'événements et de processus souvent dramatiques (U. Fabietti, 2009, p. 11).

Le coup de frein donné à la tentative de démocratisation par la montée de l'ethnicisme a redonné force et vigueur aux communautés dont est composé notre pays et ravivé l'intolérance ethnique. Les affrontements armés qui ont pris, par la suite de fortes connotations ethnicistes, ont ordonné le retour du sentiment d'éternité de l'ethnie. L'ethnie est tellement forte qu'elle subsistera et que l'alliance ou plutôt la complémentarité entre ethnie et démocratie, ne peut résulter que le plus grand bien ; qu'on le nomme développement ou progrès.

Sources et références bibliographiques

- Anselle Jean. Louis et Elikia. Mbokolo (1985), *Au cœur de l'ethnie : tribalisme et état en Afrique*, éd. La découverte, Paris, France
- Balandier, Georges (1963), « sociologie actuelle de 'Afrique noire », In *Presse Universitaire de France*, Paris, France.
- Dorier-Appril Elisabeth (2001), « un cycle de guerres urbaines à Brazzaville », In *Annales de la recherche urbaine*, Brazzaville.
- Fabietti Ugo (2009), *L'identité ethnique. Histoire et critique d'un concept ambigu*, Roma, Carocci editore, 2^e edizione.
- Fidh/ocdh (1999), *Le Congo-Brazzaville. L'arbitraire de l'Etat, terreur des milices*
- Lindell, Henri (1999), « Silence, on tue ! », In *Témoignage chrétien*
- Loubier, Pierre, 1999, *Le Congo en proie à la folie*, l'harmattan, Congo, Brazzaville

- Ministère de la justice (1997) *les guerres civiles du Congo Brazzaville, novembre 1993, janvier 1994 ; 05 juin 25 octobre* Brazzaville.
- Ngodi Etanilas (2006), *Milicianisation et engagement politique au Congo-Brazzaville*, L'Harmattan, Paris, France.
- Ngoïe Ngalla, Dominique, 2003, *Le retour des ethnies : Quel Etat pour l'Afrique ?*, Bajag-Meri, Paris.
- Okemba Christian.Roger, 2003, « instrumentalisation ethnique dans le jeu démocratique en Afrique noire francophone, In *Annales de L'université Marien Ngouabi*, vol. 4, n°1, pp.27-28, Brazzaville.
- Person Yves, 1985 « Contre l'Etat-nation », *Samori, Dakar, IFAT*, Vol, 3, 125 pages.
- Tonda, Jean, 2003, « Imaginaire du pouvoir contre l'idéologie ethnique », *Les Kongo dans la tourmente*, n° 2 Karthala, Paris.